

# **GE\_GERICHTE P/22967/2016 vom 7. Januar 2019**

GE Cour de justice, 2019-01-07, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_P\\_22967\\_2016](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_22967_2016)

FR: GE\_GERICHTE P/22967/2016 du 7 janvier 2019

IT: GE\_GERICHTE P/22967/2016 del 7 gennaio 2019

## **Regeste**

LÉSION CORPORELLE ; AGRESSION ; ÉTAT DE FAIT ; DÉCISION  
D'IRRECEVABILITÉ | CP.123; CP.134

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Le recours est recevable pour avoir été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP), concerner une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP) et émaner du plaignant qui, partie à la procédure (art. 104 al. 1 let. b CPP), a qualité pour agir, ayant un intérêt juridiquement protégé à la modification ou à l'annulation de la décision querellée (art. 382 al. 1 CPP).!

### **E. 2**

Le recourant fait grief au Ministère public d'avoir classé sa plainte pour agression.!

#### **E. 2.1**

À teneur de l'art. 319 CPP, le ministère public ordonne le classement de la procédure lorsqu'aucun soupçon justifiant une mise en accusation n'est établi (let. a), lorsque les éléments constitutifs d'une infraction ne sont pas réunis (let. b), respectivement lorsque des faits justificatifs empêchent de retenir une infraction contre le prévenu (let. c). Ces conditions doivent être interprétées à la lumière de la maxime " in dubio pro duriore " (ATF 138 IV 86 consid 4.1.1; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_744/2016 du 1er mars 2017 consid. 3.1), selon laquelle un classement ne peut généralement être prononcé que lorsqu'il apparaît clairement que les faits ne sont pas punissables. Le ministère public et l'autorité de recours disposent, dans ce cadre, d'un pouvoir d'appréciation. La procédure doit se poursuivre lorsqu'une condamnation apparaît plus vraisemblable qu'un acquittement ou lorsque les probabilités d'acquiescement et de condamnation semblent équivalentes, en particulier en présence d'une infraction grave (ATF 138 IV 86 précité, consid. 4.1.2; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_744/2016 précité).!

#### **E. 2.2**

L'art. 123 CP réprime le comportement de celui qui aura causé à un tiers des lésions corporelles simples. !

L'art. 134 CP punit d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire l'auteur qui aura participé à une agression dirigée contre une ou plusieurs personnes au cours de laquelle l'une d'entre elles ou un tiers aura trouvé la mort ou subi une lésion corporelle. S'il peut être établi que l'un des agresseurs a causé des lésions corporelles, l'infraction de lésions visée par les art. 122 ss CP absorbe, en

ce qui le concerne, l'agression au sens de l'art. 134 CP. En effet, l'infraction de lésions corporelles saisit et réprime déjà la mise en danger effective de la personne blessée lors de l'agression. Dès lors, un concours entre les art. 134 CP et 122 ss CP ne peut être envisagé que lorsque la mise en danger de la personne qui a subi des lésions corporelles simples lors de l'agression a dépassé en intensité le résultat intervenu (ATF 135 IV 152 consid. 2.1.2; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_373/2011 du 14 novembre 2011 consid. 3.3). L'art. 123 CP réprime les lésions du corps humain ou de la santé qui ne peuvent être qualifiées de graves au sens de l'art. 122 CP. Cette disposition protège l'intégrité corporelle et la santé tant physique que psychique. Les lésions corporelles sont une infraction de résultat qui implique une atteinte importante aux biens juridiques ainsi protégés (ATF 134 IV 189 consid. 1.1 p. 191; ATF 135 IV 152 consid. 2.1.1 p. 154). Relèvent de cette disposition les fractures sans complication guérissant complètement, des meurtrissures, des écorchures, des griffures provoquées par des coups, des heurts ou d'autres causes du même genre (ATF 119 IV 25 consid. 2 p. 26). L'art. 123 CP vise en particulier toutes les dégradations du corps humain, externes ou internes, à la suite d'un choc ou de l'emploi d'un objet, telles les fractures, les foulures, les coupures et les hématomes (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_\_\_\_\_/2015 du 28 avril 2015 consid. 2.1). Un coup de poing dans la figure ayant provoqué un hématome doit, déjà, être sanctionné en application de l'art. 123 CP, parce qu'un hématome est la conséquence de la rupture d'un vaisseau sanguin, dommage qui est une lésion du corps humain, même si celle-ci est superficielle et de peu d'importance (ATF 119 IV 25 ).

### **E. 3**

En l'espèce, la question qui se pose n'est pas de savoir si une bagarre a opposé diverses personnes dont le recourant et les deux autres personnes dont il demande le renvoi en jugement, mais si le premier cité a été victime de lésions corporelles. ![endif]>![if> Or, le recourant, qui s'est plaint de douleur à la mâchoire et à une dent, n'a produit aucun certificat médical ni photographies attestant de lésions. Aucun des protagonistes n'a déclaré avoir vu qu'il aurait reçu un coup de poing au visage ni constaté de lésions par la suite, pas même sa femme. Seuls son frère L\_\_\_\_\_ et l'amie de celui-ci, M\_\_\_\_\_, déclarent qu'il se serait fait piétiner ou aurait reçu des coups sur la tête. Ces déclarations doivent être prises avec circonspection, vu le lien entre les parties. En outre, elles ne correspondent pas aux déclarations du recourant en lien avec ses douleurs. Lui-même déclare au Procureur avoir reçu un coup derrière la tête et non plus de face. Même à supposer qu'il ait reçu des coups, les lésions ne sont pas établies. À défaut de cet élément constitutif, l'infraction d'agression, voire de lésions corporelles, n'est pas réalisée et c'est à raison que le Ministère public a ordonné le classement de la plainte du recourant.

### **E. 4**

Justifiée, l'ordonnance querellée sera donc confirmée.![endif]>![if>

### **E. 5**

Le recourant, qui succombe, supportera les frais envers l'État, fixés en totalité à CHF 900.- (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP ; E 4 10.03).![endif]>![if>